

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Bachar Al-Assad, président de la République de Syrie, Cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Emir de l'Etat de Qatar, et Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre Turc, notamment sur les pourparlers israélo-syriens, le dossier libanais, la question du nucléaire iranien et sur l'Union pour la Méditerranée, à Damas le 4 septembre 2008.

PRESIDENT BACHAR AL-ASSAD - Je voudrais souhaiter la bienvenue à son Altesse le Cheikh Hamad Bin KHALIFA AL-THANI, Emir de l'Etat de Qatar, au Président SARKOZY, Président de la République française et Premier ministre Turc, Tayyip ERDOGAN. Nous nous sommes rencontrés il y a moins de deux mois à Paris, cher Hamad, le Président SARKOZY et moi-même et aujourd'hui le Premier ministre ERDOGAN nous rejoint. Moins de deux mois, c'est une courte durée, mais les choses s'accélèrent au Moyen-Orient. Donc, c'est une longue durée, considérée comme telle dans une région où les choses sont en perpétuelle mutation, tous les mois et même toutes les semaines. Nous avons de nouvelles données et les pays dont les politiques ne vont pas de pair avec l'accélération de ces mutations, ne peuvent pas avoir un rôle effectif à jouer dans la région. Malgré la situation extrêmement compliquée, qui peut paraître un peu sombre au Moyen-Orient, durant les derniers mois, on commence à voir certains points lumineux dans le paysage politique. Nous craignons que ces points lumineux ne s'éteignent et nous espérons les élargir pour englober tout le Moyen-Orient et remplacer la noirceur au Moyen-Orient, ce qui nous pousse effectivement à multiplier nos rencontres et nos entretiens de manière constante. Beaucoup de changements ont eu lieu au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde durant les deux derniers mois. Il y a une interaction constante entre le Moyen-Orient et les autres questions qui se déroulent dans le monde positivement ou négativement. Le Moyen-Orient et ses problèmes affectent le monde entier et l'inverse est exact. Plus il y a des problèmes dans le monde, plus la situation s'envenime au Moyen-Orient. Mais la question principale pour laquelle nous avons voulu nous réunir et nous entretenir, c'est la stabilité et la stabilité cela veut dire la paix. Son Altesse le Cheikh Hamad Bin KHALIFA AL-THANI, soutient constamment avec son Etat, le Qatar, le processus de paix. Peut-être qu'il joue ce rôle à l'ombre et dans les coulisses. Monsieur le Président SARKOZY est très enthousiaste pour que la France puisse jouer un rôle positif dans ce processus de paix. Nous sommes tous très favorables à cette participation de la France et nous espérons que la France jouera un rôle direct et immédiat dans les négociations de paix. La France joue un rôle très particulier dans le monde arabe et au Moyen-Orient en particulier. Son rôle est tout à fait nécessaire pour aider les Etats-Unis qui, peut-être en raison de la distance géographique, connaissent moins notre région. La Turquie fait partie des rares pays qui se sont

intéressés très sérieusement au processus de paix durant les dernières années. C'est le seul Etat à avoir réussi à relancer les négociations indirectes dans les conditions où la paix paraissait très éloignée. Comment cela a pu avoir lieu ? Il y a beaucoup de facteurs, mais le facteur le plus important c'est la fiabilité du Premier ministre ERDOGAN. Sans la confiance qu'on a en lui, sans la confiance qu'il ressent à notre égard, ce rôle n'aurait jamais pu être joué. Nous rendons hommage au Premier ministre ERDOGAN et aux efforts méritoires déployés par le gouvernement turc de manière générale.

Il ne suffit pas de parler du volet syrien, le volet palestinien est très vital dans le processus de paix et nous souhaitons avoir un soutien international à ce volet pour ne pas parler uniquement de signatures d'accords de paix mais de l'établissement d'une paix réelle qui s'instaure entre les peuples et pas seulement entre les négociateurs, entre les responsables et entre les Etats. Le Liban a occupé une place éminente dans nos entretiens d'aujourd'hui. Nous sommes très satisfaits des pas positifs effectués au Liban, notamment à la suite de la conférence de Doha. Le Qatar a pu, par des efforts très minutieux, éloigner le danger de la guerre civile au Liban. Le dialogue est supposé pouvoir régler les principaux problèmes encore existants. Les pas positifs effectués étaient liés directement à la visite du Président SLEIMANE en Syrie. Nous nous sommes convenus de relancer les relations diplomatiques entre les deux pays. Dans peu de temps nous verrons des missions diplomatiques échangées entre les deux pays. Le Président SLEIMANE sera le parrain de ce processus au Liban et veillera à appliquer toutes les mesures approuvées par les parties libanaises.

Nous avons aussi évoqué le dossier nucléaire iranien. Nous avons souligné la nécessité de régler ce problème par des moyens pacifiques. Hier nous avons exprimé avec le Président SARKOZY la nécessité de régler toutes ces questions de manière pacifique.

La question du Caucase. La situation qui demeure n'est pas totalement dissociée de celle au Moyen-Orient. S'il y a un conflit dans le Caucase, nous aurons un conflit en Syrie et nous craignons le retour de la guerre froide. Nous craignons que les choses ne s'enveniment et que la situation ne soit encore plus grave que ce qui régnait lors de l'ancienne guerre froide. Nous ne voulons pas que le Moyen-Orient redevienne un terrain de conflit. Nous avons parlé à Monsieur SARKOZY. Nous espérons que ses relations directes avec le Président MEDVEDEV puissent aboutir. Nous soutenons aussi l'initiative turque concernant le dialogue entre les pays du Caucase.

La question du Darfour est une question très importante aussi et nous avons tous émis l'espoir de voir ce problème se régler prochainement. Il y a des points bien précis qui ont été proposés qui seront suivis par les ministres des Affaires étrangères afin d'instaurer un dialogue avec le gouvernement soudanais en fonction des contacts établis entre le Soudan, les pays de l'Union africaine de la Ligue Arabe et des pays arabes.

La question de l'Irak a été aussi soulevée ainsi que la nécessité de soutenir le processus politique en Irak. Il y a des points en suspens encore, peut-être que cela ne permettra pas d'aboutir à la stabilité en Irak. Nous souhaitons qu'il y ait une solution bien rapide en Irak à travers le dialogue entre les frères irakiens.

Très rapidement, nous nous sommes rencontrés pour nous entretenir pour la stabilité, sans le dialogue il n'y aura pas de stabilité. Le Président SARKOZY est obligé de nous quitter parce qu'il doit voyager. Si vous avez des questions à poser allez-y.

QUESTION - Une question qui s'adresse à chaque Président. J'aurais souhaité poser deux questions. L'une s'adresse à vous, l'autre au Président SARKOZY. Hier vous avez insisté sur le rôle américain comme parrain des négociations israélo-syriennes, actuellement il y a une sorte de rupture entre Damas et Washington, est-ce que ce sommet quadripartite permettra de repenser ce rôle américain dans le processus de paix ? Hier le Président SARKOZY a affirmé que cette réunion à quatre n'est pas un axe mais un moyen de relancer la paix. Quelle sera votre réaction ?

PRESIDENT BACHAR AL-ASSAD - Par rapport au rôle des Etats-Unis, nous insistons toujours sur la présence des Etats-Unis comme étant la plus grande puissance du monde pour parrainer le processus de paix et aussi à cause de ses relations avec Israël. Mais bien sûr, sans dialogue, il ne

peut y avoir de parrainage, parce que ce parrainage nécessite un mécanisme. Le parrainage nécessite une confiance entre les parties concernées par n'importe quel conflit. Ce dialogue est nécessaire et impératif. Il n'a pas encore débuté, c'est pourquoi nous parlons des négociations directes dans le cadre du processus de paix dans l'étape à venir, c'est-à-dire après les élections américaines. Quand aux pays qui se sont rencontrés aujourd'hui, ils ont des relations avec les Etats-Unis, voire de bonnes relations et ces trois pays sont très intéressés par le processus de paix et peuvent jouer un rôle prépondérant dans toute rencontre qui pourrait survenir afin d'encourager la partie américaine à aller dans la direction du processus de paix. Nous n'en avons pas parlé mais cela me semble évident.

LE PRESIDENT - La politique étrangère de la France consiste à tout faire pour favoriser la paix. Nous nous retrouvons, ici, avec l'Emir du QATAR. Je rappelle le rôle qu'a joué le Qatar dans les accords de Doha qui ont permis d'avancer au Liban. Le Qatar est un pays qui travaille et agit pour la paix. La France est amie du Qatar et travaille avec le Qatar. Le monde entier a bien été content de trouver le Qatar lorsqu'il s'est agi de débloquer la situation au Liban. J'ajoute que les pas importants qui ont été effectués par le Président Bachar AL-ASSAD sont l'une des raisons, sur le Liban, qui ont conduit à la reprise des relations pour construire la confiance. Le Premier ministre turc joue un rôle extrêmement important dans les négociations pour l'instant indirectes entre Israël et la Syrie. Elles sont indirectes, mais c'est mieux que quand il n'y en avait pas ! Et que nous dit le Président Bachar ? « Une fois qu'on sera prêts à avoir des relations directes avec Israël, on a besoin, en plus, de la Turquie qui a joué un rôle, que nous soutenons. On a besoin d'avoir les Etats-Unis, la France et l'Europe ». J'ai voulu dire que nous étions naturellement disponibles pour cela. Ce n'est pas une petite nouvelle, si, un jour, Israéliens et Syriens discutent directement de la paix. La conviction d'ailleurs qui est la mienne, on en a parlé tous les quatre, c'est que la politique la plus prudente c'est celle qui consiste à être ambitieux sur tous les foyers de guerre au Moyen-Orient, ensemble parce que tous se tiennent. Donc, il faut avancer. On ne peut pas avancer tout seul. S'agissant des Etats-Unis, vous le savez peut-être, la France est alliée des Etats-Unis. La France est amie des Etats-Unis. La France a la confiance des Etats-Unis et les Etats-Unis font confiance à la France. Il se trouve que sur la question syrienne, on n'a pas tout à fait la même analyse. La France pense qu'il faut encourager la Syrie sur le chemin de la paix, la paix avec Israël, de la paix avec le Liban et, par ailleurs, qu'on a besoin de la Syrie pour convaincre l'Iran. Je pense que les Etats-Unis savent parfaitement le rôle que joue la Syrie. Le désaccord ne porte pas sur le résultat, la Syrie doit jouer un rôle mais sur le moment où on va commencer à parler. La France est dans son rôle d'avoir conduit cette politique d'ouverture avec la Syrie et la France n'est pas déçue de cette ouverture. Mais les Américains savent parfaitement que nous sommes ici et dans quelles conditions. Il n'y a aucun problème de ce point de vue-là et cela ne me gêne nullement. J'ajoute avoir dit à mes trois collègues que cette réunion à quatre n'était pas exclusive des autres. Le Président Bachar lui-même l'a dit. Ce n'est notamment pas exclusif de l'Egypte qui copréside l'Union pour la Méditerranée. Je veux une nouvelle fois rendre hommage au Président MOUBARAK qui joue un rôle absolument essentiel au moment de l'Union pour la Méditerranée. Ce n'est pas exclusif de l'Arabie Saoudite dont on connaît l'influence en tant que gardien des lieux saints de l'Islam. Ce n'est pas un sommet à quatre contre, c'est un sommet à quatre pour. On n'est pas forcément d'accord sur tout. Sur l'Iran je ne pense pas qu'on ait exactement la même analyse, le Président Bachar AL-ASSAD et la France. Je pense que la Syrie peut avoir une influence. Comme l'Iran perd beaucoup de temps, trop de temps et que nous voulons la paix, nous devons utiliser tous les canaux pour convaincre l'Iran de ne pas se laisser aller à cette stratégie qui serait très mauvaise de penser que le temps travaille pour eux. Le temps ne travaille pas pour la paix, c'est la volonté qui permet de travailler pour la paix. Voilà pourquoi j'ai été heureux de participer à ce sommet avec des hommes qui, chacun à leur manière, en fonction de leur histoire, de leur pays essayent de construire la paix. On a même parlé du Caucase. Je dois dire combien j'apprécie l'initiative turque avec les Arméniens. Dans les jours ou les heures qui viennent, le Premier ministre en parlera lui-même. On a besoin les uns des autres pour construire la paix. Et si la France peut être un pont, peut aider des gens différents à se parler, servir la paix, alors la France est fidèle à son histoire. Voilà la raison de ma présence

se parler, servir la paix, alors la France est liée à son histoire. Voilà la raison de ma présence.

QUESTION - J'adresse ma première question à son Altesse, l'Emir du Qatar. Vous avez entrepris un tour très large à Téhéran, en Arabie Saoudite avant de venir à Damas et le Qatar joue un rôle très important dans le processus de paix comme l'a indiqué le Président AL-ASSAD et le Qatar joue aussi un nouveau rôle important au niveau du dossier nucléaire. Est-ce que le Conseil de Coopération du Golfe a une perception unifiée vis-à-vis de ce processus ou bien c'est le Qatar qui assume surtout ce rôle ? J'adresse mon autre question à Monsieur SARKOZY. Vous avez remarqué hier, dans la conférence de presse, que toutes les résolutions auxquelles s'est engagé le Président ASSAD au Liban ont été mises en application notamment le Sommet entre la Syrie et le Liban. Est-ce qu'à votre avis, aujourd'hui, le Liban constitue un point de confiance entre la Syrie et la France, sachant que la France demandait toujours l'affichage de bonnes intentions de la part de la Syrie vis-à-vis du Liban ?

CHEIKH HAMAD BIN KHALIFA AL-THANI - Je vous remercie de votre question. Par rapport à nos efforts vis-à-vis de l'Iran et par rapport à la question concernant le CCG, je pourrais dire qu'au sein du Conseil de Coopération du Golfe, le qatari qui préside ce CCG tente d'instaurer la sécurité, la prospérité et la coopération économique et commerciale dans notre région et d'empêcher tout ce qui pourrait déstabiliser la région. Mais si vous me demandez quel pays du Golfe a un problème avec l'Iran, je ne pourrais dire aucun à part les Emirats Arabes Unis. Et le différend est en raison des trois îles. Cependant, nous soutenons l'idée de soumettre ce différend à la Cour internationale de justice. Mais, en même temps, nous déployons tous les efforts afin d'empêcher tout conflit entre les pays du CCG et l'Iran. Bien sûr, lorsque je vous dis que le différend entre l'Iran et les Emirats Arabes Unis, je dois dire que les meilleures relations commerciales et économiques existent entre les Emirats Arabes Unis et l'Iran.

LE PRESIDENT - Je ne veux pas monopoliser la parole. La France est attachée à l'indépendance, à la souveraineté et à la paix du Liban. Nous avons engagé un processus avec le Président syrien, étape par étape. Je constate que ce processus est respecté de tous les côtés. Mon espérance, c'est que cela continue. On apprend à se parler, à se comprendre. On se donne des rendez-vous en termes d'objectif. C'est comme ça qu'on construit une relation de confiance. C'est complexe, il y a des passés, il y a du malentendu, il y a des divergences de vue parfois mais on essaye de construire quelque chose. Moi je pense que ce qu'on a fait, cela a servi l'intérêt de tous les Libanais parce que la France soutient tous les Libanais et non pas une partie du Liban. Parce que le Liban a besoin de tous ses enfants. Si la question est : « est-ce que vous regrettez ce que vous avez engagé avec le Président Bachar AL-ASSAD et la Syrie ? ». Le jour où nous parlons, ma réponse est : je ne le regrette pas. Si vous m'interrogez sur l'avenir, il se pose les mêmes questions que moi, nous avons l'intention de continuer à construire, voilà.

QUESTION - Vous avez remis ce matin une lettre du père de Gilat Shalit pour son fils. Est-ce que cette lettre va arriver à son destinataire ? Est-ce qu'on peut espérer une libération et est-ce que cela ne pourrait pas être un premier geste de bonne volonté pour la paix ? Et peut-être que le Cheikh peut lui aussi répondre à cette question.

LE PRESIDENT - Voici la dernière question à laquelle je réponds parce qu'après je laisse la parole à Monsieur ERDOGAN et je tiens à m'excuser auprès de lui. Je veux dire que c'est un sujet sur lequel je souhaite m'exprimer le moins possible. Non pas parce qu'il ne se passe rien mais justement parce que ce qui m'intéresse sur ce sujet-là, c'est le résultat. Et, encore une fois, le Qatar sera amené à jouer un rôle important.

QUESTION - De multiples médiations ont été établies entre la Syrie et Israël sur la voie de la paix. Elles ont été déjouées par l'intransigeance israélienne. Est-ce que vous êtes optimiste ? Est-ce que vous avez d'autres moyens pour convaincre Tel-Aviv de suivre la voie de la paix ? Merci.

MONSIEUR RECEP TAYYIP ERDOGAN - Comme vous le savez, quatre tours d'entretien sont déjà derrière nous. Quant à la cinquième étape de négociation, il y a des développements politiques en Israël et donc, c'est pour cela qu'il y a un certain retard. Mais le processus et ses étapes de négociation vont se poursuivre. Nous attendons le futur Premier ministre qui va prendre la place de Monsieur OLMERT et nous sommes persuadés qu'il va également avoir une approche positive par rapport à ce processus. Et dans le cadre de ce processus, jusqu'à

maintenant, la partie israélienne eu une attitude constructive et donc je souhaite que, dans le processus à venir, cette attitude constructive de part et d'autre se poursuive et nous espérons pouvoir aboutir à un résultat. Ce qui nous incombe à nous, c'est quand il y a une initiative de paix comme cela, de l'initier et d'essayer d'être médiateur. Et que le fait qu'il y ait des pas même indirects de négociation dans ce genre est positif et nous espérons que nous allons pouvoir aboutir à une solution.